

Novembre 2012

F

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
---	--	--------------------	---	---	---	--

CONSEIL

Cent quarante-cinquième session

Rome, 3-7 décembre 2012

Préparation d'une réunion informelle sur les financements extrabudgétaires

Éléments de contexte

1. Dans le Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO, il était prévu, au titre de l'Action 3.9 relative à la mobilisation des ressources, que soit organisée « une réunion informelle de membres intéressés et d'autres éventuels partenaires et sources de financement extrabudgétaire (...) en vue d'échanger des informations sur les fonds extrabudgétaires requis, en particulier en rapport avec les domaines d'action prioritaires ».
2. Le 1er mars 2011, la FAO a organisé une journée de réunion non formelle des partenaires fournisseurs de ressources sur le thème « Ensemble, pour atteindre les objectifs », qui a mis à l'honneur les domaines d'action prioritaires (DAP). Les DAP se veulent un outil de communication destiné à renforcer les activités de la FAO dans des domaines en rapport avec le renforcement des capacités et l'appui à l'élaboration des politiques, en particulier à l'échelle des pays. Il s'agit de la première réunion non formelle du genre. Cette rencontre a servi à informer les partenaires au sujet du nouveau budget intégré de la FAO et à échanger des informations sur la mobilisation et l'emploi des contributions volontaires. Elle n'avait pas pour objet de recueillir des annonces de dons, mais plutôt de jeter les bases de partenariats avec des bailleurs de fonds susceptibles d'apporter des contributions volontaires.
3. Une seconde réunion d'information a eu lieu en juin 2012, en marge de la session du Conseil. C'est à cette occasion qu'a été lancée IMPACT, une nouvelle publication destinée à faire connaître à un public plus large les activités et les apports bénéfiques de la FAO à l'échelle mondiale. Le lancement d'IMPACT a été un succès, comme en témoigne un représentant, qui a qualifié l'initiative de « progrès majeur accompli par la FAO en matière de communication sur ses activités ».

Aller de l'avant

4. La communication de la FAO en matière de mobilisation des ressources a été conçue autour du Cadre stratégique actuel. Les contributions volontaires ont donc été orientées et analysées en fonction de ce Cadre. Une réorganisation des activités est actuellement en cours. Cinq nouveaux objectifs stratégiques ont été définis et sont actuellement développés sous la forme de plans d'action qui seront mis en place à partir de 2014 (voir le document CL 145/4). C'est sur ces nouveaux objectifs,

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

une fois approuvés par les États Membres, que se concentrera la communication de l'Organisation en matière de mobilisation des ressources.

5. L'analyse évolutive de la mobilisation des ressources révèle que toutes les sources de financement ne sont pas touchées de la même manière par la crise économique et financière. S'il est vrai que d'importants partenaires fournisseurs bilatéraux ont réduit leurs contributions volontaires à destination de la FAO, l'Union européenne, qui en est le plus gros bailleur de fonds, ainsi que d'autres partenaires bilatéraux habituels, ont en revanche maintenu, voire augmenté, le montant de leurs contributions volontaires au profit des activités de l'Organisation. La figure 1 (Annexe 1) présente, de manière chronologique, les contributions volontaires mobilisées par la FAO entre 2007 et août 2012. La Figure 2 (Annexe 2) met en regard les périodes janvier-août 2011 et janvier-août 2012 et fait apparaître une augmentation encourageante de 28 pour cent.

6. Le Tableau 1 (Annexe 1) affiche es vingt premiers partenaires fournisseurs de ressources de la FAO pour les huit premiers mois de 2012. Ces vingt partenaires représentent 74 pour cent du total des ressources mobilisées.

7. Si la FAO mobilise à l'heure actuelle des contributions volontaires de plus de 120 origines, l'Organisation n'en doit pas moins continuer à développer des modalités innovantes et à enrichir son fichier de partenaires, dans l'esprit de sa Stratégie de mobilisation et de gestion des ressources. Les fonds fiduciaires unilatéraux, la coopération Sud-Sud, les partenariats avec d'autres institutions du système des Nations Unies et la collaboration avec le secteur privé et la société civile sont autant de pistes à suivre dans ce sens.

Proposition de réunion informelle avec des Membres et d'autres partenaires

8. La FAO attend beaucoup de la mise en œuvre de son Cadre stratégique révisé et des nouveaux Plan à moyen terme et Programme de travail et budget commençant en 2014 et compte organiser une nouvelle réunion informelle en 2013. Cette réunion, rassemblant des Membres de la FAO et des représentants du secteur privé et de la société civile, se tiendra en février ou mars, c'est-à-dire à un moment opportun pour présenter les résultats obtenus en partenariat et cerner et examiner des domaines où le travail en partenariat pourrait être renforcé.

9. Cette réunion informelle aura pour objet de mettre en lumière la contribution de la FAO à l'accomplissement de l'objectif d'éradication de la faim (« Faim zéro ») grâce aux partenariats, de faire connaître l'action de l'Organisation dans le contexte du Cadre stratégique révisé et de sensibiliser à l'importance des contributions volontaires. On attend au premier chef de cette réunion que les Membres et les partenaires soutiendront les gouvernements et les organisations régionales, notamment en engageant des ressources destinées à en renforcer les capacités, pour:

- éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition;
- accroître et améliorer de manière durable la fourniture de biens et de services issus de l'agriculture, des forêts et des pêches;
- améliorer les moyens de subsistance des populations rurales, en particulier des femmes et des jeunes, en améliorant le marché de l'emploi et les conditions de travail, l'accès aux ressources productives et les services ruraux;
- favoriser la mise en place de systèmes alimentaires et agricoles plus ouverts et efficaces aux niveaux local, national et international et
- renforcer la résistance des moyens de subsistance aux crises et aux menaces.

10. De manière plus spécifique, la réunion sera également l'occasion d'échanger sur les thèmes suivants :

- La situation financière de la FAO – l'accent sera mis sur les tendances et sur l'état des contributions volontaires.
- Les nouveaux objectifs stratégiques – présentation des résultats obtenus et des effets produits en regard du Cadre stratégique actuel et des nouveaux objectifs stratégique et réflexion sur les partenariats, notamment sur les pistes à suivre dans ce domaine, ainsi que sur les contributions

volontaires nécessaires en vue des nouveaux plans d'action axés sur les objectifs stratégiques. Cela permettra de relier tous les niveaux d'activité de l'Organisation, de mettre en avant le travail en partenariat et de réaffirmer l'unité d'action de la FAO dans les domaines des interventions d'urgence et du développement.

- Les modalités novatrices en matière de partenariat – y seront soulignés les progrès accomplis et les perspectives offertes par les fonds fiduciaires unilatéraux, la coopération Sud-Sud, le travail en partenariat avec d'autres institutions du système des Nations Unies et la collaboration avec le secteur privé et la société civile. Les progrès accomplis à ce jour et les possibilités d'élargissement dans chacun de ces domaines sont récapitulés dans l'Annexe 2.
- Les attentes et les priorités communes – les Membres et les autres partenaires pourront y échanger leurs points de vue sur ces sujets.

11. L'objectif de cette réunion est de faire en sorte que les plans d'action axés sur les objectifs stratégiques constituent le socle et indiquent la voie à suivre pour les activités de partenariat, en encourageant les contributions volontaires pour que se concrétisent les résultats organisationnels inscrits dans le Plan à moyen terme et le Programme de travail et budget.

Annexe 1 Tendance en matière de mobilisation des ressources

Figure 1: Ressources mobilisées entre janvier 2007 et décembre 2011

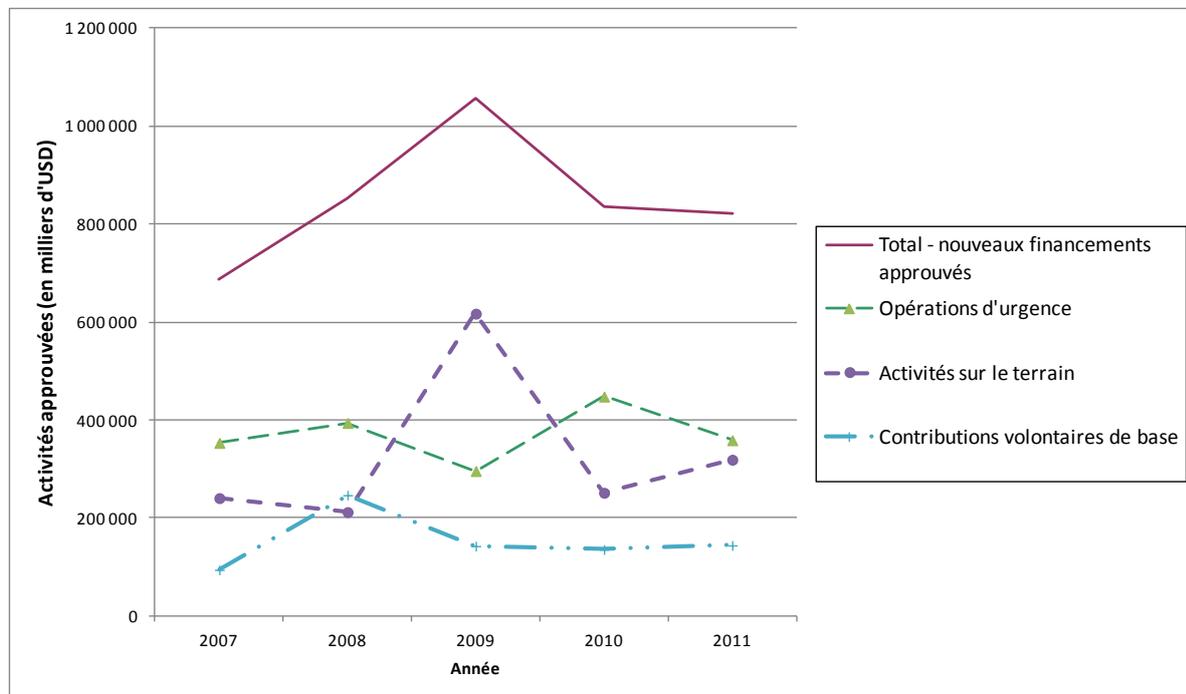


Figure 2: Ressources mobilisées: janvier-août 2011-janvier-août 2012

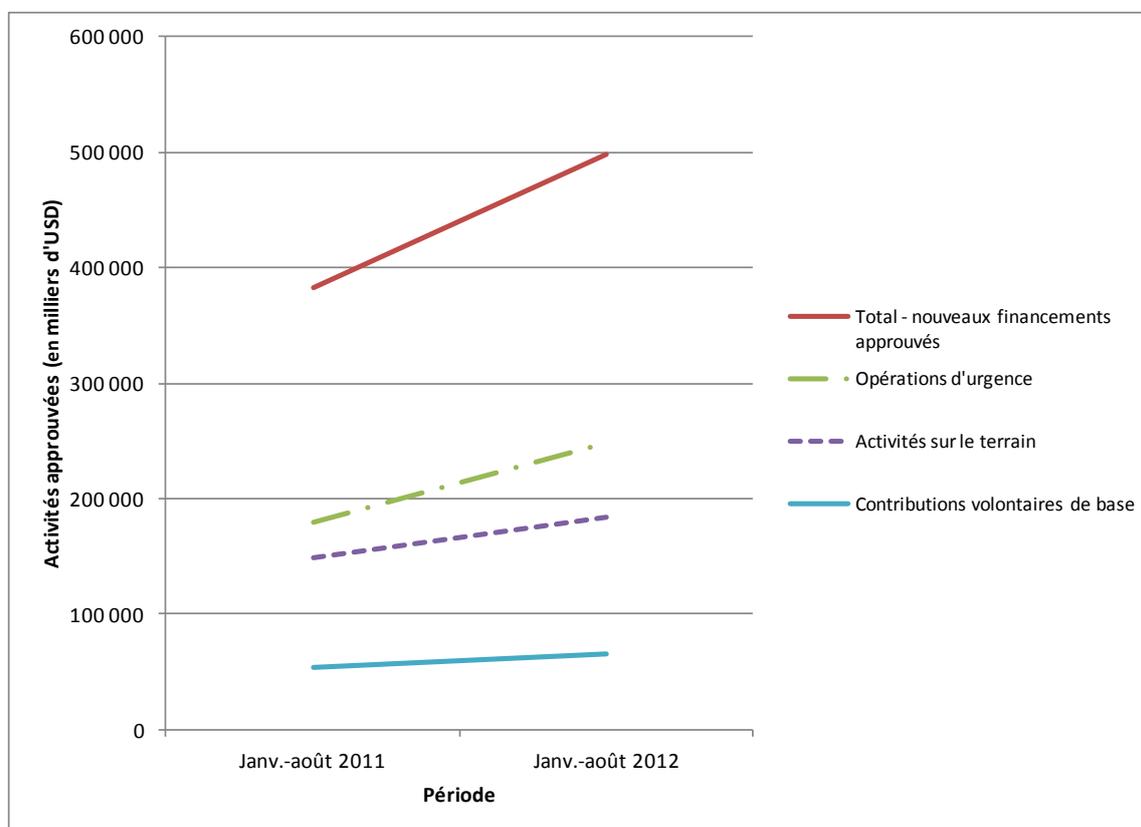


Tableau 1: Liste des 20 premiers partenaires fournisseurs de ressources en 2012, chiffres d'août 2012

Partenaires fournisseurs de ressources	Aide d'urgence	Programme de terrain	Contributions volontaires de base	Total des financements approuvés
Union européenne	37 202 184	17 501 706	15 555 758	70 259 648
<i>(dont Facilité alimentaire de l'UE)</i>	0	8 005	0	8 005
États-Unis	46 744 162	0	0	46 744 162
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	30 755 740	0	0	30 755 740
Norvège	1 950 783	0	17 457 722	19 408 505
Japon	15 100 976	663 659	633 077	16 397 712
Australie	2 231 955	13 909 767	0	16 141 722
Fonds donateur administré par le PNUD	2 186 661	12 477 878	261 757	14 926 296
Pays-Bas	0	12 986 807	2	12 986 809
Canada	10 563 959	1	0	10 563 960
Espagne	1 722 906	8 573 380	1	10 296 287
Italie	2 876 361	5 769 101	1 610 298	10 255 760
ECHO	9 692 669	0	0	9 692 669
Allemagne	0	4 567 196	4 980 081	9 547 278
Royaume-Uni	5 858 928	736 433	2 678 549	9 273 910
Chine	0	5 668 279	3 089 019	8 757 298
Suède	6 680 133	0	0	6 680 133
Belgique	4 010 763	2 027 078	625 931	6 663 773
Fonds pour l'environnement mondial (FAO)	0	6 131 291	350 000	6 481 291
Fonds commun pour l'action humanitaire au Soudan	6 202 525	0	0	6 202 525
Multilatéral	34 886 452	2 181 103	8 246 908	45 314 463
<i>(dont Mécanisme d'appui aux programmes multidonateurs-FMM)</i>	0	0	133 164	133 164
Projets de fonds fiduciaires unilatéraux	377 771	77 005 573	0	77 383 344
Autres partenaires fournisseurs	29 421 319	14 401 958	9 313 791	53 137 067
Total – financements approuvés	248 466 247	184 601 211	64 802 894	497 870 352

Annexe 2

Modalités de financement novatrices

Les fonds fiduciaires unilatéraux – l'aide technique au service de la durabilité

1. Au cours de l'exercice biennal 2010-2011, le total des contributions volontaires versées à la FAO par l'intermédiaire de fonds fiduciaires unilatéraux s'est élevé à environ 160 millions d'USD. En 2011, des États aussi divers que l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, le Bangladesh, le Brésil, El Salvador, le Honduras, la Libye, le Mexique et le Nigéria ont choisi cette modalité pour apporter leur contribution.

2. La popularité croissante des fonds fiduciaires unilatéraux parmi les pays à revenu intermédiaire et les pays moins développés s'explique par le fait que la profondeur et l'étendue de l'expertise de la FAO sur les exigences techniques à satisfaire pour des programmes de développement agricole et alimentaire de qualité sont de plus en plus reconnues. L'aide technique apportée par la FAO couvre des domaines tels que la sécurité alimentaire, l'hygiène des aliments, le respect des règles établies par l'Organisation mondiale du commerce en matière de commerce agricole et les maladies végétales et animales transfrontières, pour n'en citer que quelques-uns. Les fonds proviennent de trois sources distinctes:

- a) Près de la moitié des 160 millions d'USD reçus par la FAO en 2010-2011 provenaient de gouvernements nationaux de pays à revenu intermédiaire désireux de financer leurs propres plans en faveur de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire. En Amérique latine, par exemple, suite au succès de projets financés par des bailleurs de fonds et mis en place par la FAO dans la région, les gouvernements d'El Salvador et du Honduras ont fait appel à l'assistance technique de l'Organisation dans la mise en œuvre de leurs programmes nationaux prioritaires. Dans le cas d'El Salvador, le Gouvernement a demandé l'appui technique de la FAO afin d'améliorer la production alimentaire et la création de revenus dans le cadre de son Programme national d'agriculture familiale. Ils ont signé un projet de cinq ans, évalué à plus de 5 millions d'USD. Le Gouvernement du Honduras a quant à lui décidé d'augmenter, sur ses fonds propres, le budget alloué à son Programme national d'accès à la propriété foncière (PACTA), qui s'élève désormais à 14,5 millions d'USD.
- b) De plus en plus de fonds proviennent également de gouvernements qui demandent l'aide technique de la FAO dans la répartition des prêts et des subventions alloués par des institutions financières internationales. Près de 30 millions d'USD ont par exemple été versés à la FAO dans le cadre d'un projet de développement et de remise en état des ouvrages d'irrigation financé par une subvention accordée par la Banque mondiale au Gouvernement afghan en 2011.
- c) La FAO apporte également son aide dans la distribution de dons bilatéraux destinés au soutien budgétaire direct ou des prêts et dons multilatéraux. Le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, administré par la Banque mondiale, en est un exemple. La FAO a apporté son aide à de nombreux États dans la préparation de leur demande d'intégration à ce Programme et a, à quelques occasions, été priée par le gouvernement bénéficiaire d'apporter un soutien technique au moment de la mise en œuvre. Au Bangladesh, par exemple, la FAO a mis en place, en accord avec le Gouvernement, un Fonds fiduciaire unilatéral destiné à fournir un appui technique et un appui au renforcement des capacités dans le cadre du Projet intégré pour la productivité agricole du pays. La valeur totale de la contribution liée au Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire s'élève à 52 millions d'USD, desquels 3,7 millions correspondent à l'assistance technique gérée par la FAO.

3. Les mécanismes de financement tels que le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, spécifiquement destiné à compenser le manque de financements alloués aux plans d'investissement stratégiques dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, constituent un moyen, pour les fonds fiduciaires unilatéraux, de remplir de manière effective la mission de la FAO. Pour l'année 2013, cependant, la FAO souhaite impliquer un ensemble plus large de pays en mesure d'utiliser leurs fonds propres pour mettre en place des fonds fiduciaires unilatéraux qui auront un effet bénéfique sur les objectifs de durabilité à atteindre en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire.

Coopération Sud-Sud – Les résultats probants du partenariat Chine-Mongolie

4. Depuis le lancement de la coopération Sud-Sud, en 1996, la FAO a établi 51 accords tripartites de coopération Sud-Sud impliquant 40 pays bénéficiaires et deux organisations régionales. Plus de 1 800 experts et techniciens, issus de 13 pays collaborateurs, ont été envoyés sur le terrain, souvent pour des périodes de deux à trois ans.

5. L'un des principaux soutiens du programme de coopération Sud-Sud de la FAO est le Gouvernement chinois, qui, à ce jour, a envoyé 930 experts et techniciens nationaux dans 18 pays. En 2008, la Chine a conclu avec la FAO une alliance stratégique et mis à disposition 30 millions d'USD en faveur du programme de coopération Sud-Sud de l'Organisation.

6. En Mongolie, la Chine a fourni un appui, avec l'aide technique de la FAO, dans la mise en œuvre du Programme national pour la sécurité alimentaire. Au total, 19 experts et techniciens chinois sont intervenus sur 11 activités mises en place au cours des deux ans qu'a duré le projet. Des résultats remarquables ont été obtenus dans la production d'aliments pour animaux, l'amélioration variétale du bétail et la culture de légumes sous serre.

7. Le projet bénéficie essentiellement aux petits agriculteurs et aux consommateurs mongols. Il a obtenu de nombreux résultats concrets, allant du recul de la mortalité des veaux aux retours sur investissement élevés dont bénéficient les entreprises mongoles qui participent au projet. L'essentiel de l'aide a été alloué aux microprojets, aux démonstrations sur le terrain et à des voyages d'étude et de formation destinés à sensibiliser le plus possible de bénéficiaires avec un minimum de ressources. En tout, 400 personnes ont été formées lors de 13 sessions de formation organisées entre 2010 et 2012.

8. L'équipement technique et les laboratoires locaux ont également été modernisés et les agriculteurs mongols sont à présent aptes à les utiliser de manière autonome, grâce à la formation pratique qu'ils ont reçue d'agriculteurs chinois et aux connaissances technologiques qu'ils ont acquises en matière d'irrigation économe en eau et de stockage de légumes congelés.

9. Le projet a également apporté une aide à d'autres niveaux de la chaîne de valeur, notamment en établissant des partenariats avec des entreprises et des associations chinoises spécialisées dans le commerce de bétail et en envoyant 10 travailleurs mongols en Chine dans le but d'aider les entreprises dans l'achat de biens d'équipement. Ces efforts ont vivement attiré l'attention des entreprises et des services de gestion, et le projet a été relayé par les médias spécialisés, en Chine comme en Mongolie. Le projet coûtera 1,38 million d'USD, bénéficiera rapidement à un grand nombre de petits producteurs ruraux pour un coût relativement modeste et garantira une amélioration de leurs moyens de subsistance et un futur durable, ce qui traduit un rapport coût-efficacité satisfaisant.

Partenariat renforcé avec les organisations du système des Nations Unies – La FAO et le PAM s'associent au Brésil dans une approche holistique par l'intermédiaire du Programme « Acheter aux Africains pour l'Afrique »

10. L'attribution de fonds mobilisés par l'Organisation dans le cadre de programmes conjoints des Nations Unies a quadruplé, pour atteindre 70 millions d'USD lors du dernier exercice biennal, ce qui témoigne du fait que les efforts entrepris par la FAO pour nouer des partenariats avec d'autres organismes du système sont devenus plus stratégiques.

11. En Afrique subsaharienne par exemple, où l'instabilité croissante des prix alimentaires et les effets du changement climatique ont sapé les efforts de lutte contre la pauvreté rurale, la FAO et le PAM ont, dans cinq pays, unis leurs avantages comparatifs au sein d'un partenariat afin d'offrir de nouvelles perspectives aux actions menées en matière de développement agricole ou d'accès à la nourriture.

12. La synergie entre les activités de la FAO et du PAM dans les projets de relance du secteur agricole et les programmes d'achats locaux de nourriture en Afrique constitue une nouvelle opportunité stratégique. Si l'initiative « Achats au service du progrès » lancée par le PAM a emporté un franc succès, ses effets peuvent être pérennisés en renforçant les liens avec la production agricole. Le PAM récupère l'excédent de production des organisations de petits agriculteurs aidées par la FAO et en supervise la redistribution au profit des foyers les plus vulnérables. La FAO apporte son expertise technique et sa capacité opérationnelle afin d'améliorer la production et les compétences commerciales des petits agriculteurs, en renforçant notamment les capacités des vulgarisateurs, tout en mettant les associations de petits producteurs (projets de relance du secteur agricole) en contact avec les marchés et les achats du PAM. Ces efforts permettront de renforcer les programmes d'aide et d'assistance alimentaires tels que l'alimentation scolaire, qui permet d'améliorer et de diversifier l'alimentation et la nutrition.

13. Plus de 2 millions d'USD ont à ce jour été transférés à ces deux organisations par le Brésil. Ces fonds proviennent du budget opérationnel de la coordination générale brésilienne contre la faim (CGFOME) et sont versés au titre de contributions volontaires pour l'urgence humanitaire et l'aide à la reconstruction. Des activités de formation connexes sont également en cours d'élaboration avec le soutien de l'Agence britannique pour le développement international (DFID). Le projet, qui met à contribution les avantages comparatifs respectifs des deux organisations, constitue une opportunité stratégique pour la coopération Sud-Sud entre le Brésil et les pays d'Afrique, le Programme brésilien d'acquisition d'aliments affichant, depuis plus de neuf ans, un franc succès. Le projet renforcera également le lien entre les gouvernements, les parties prenantes locales (associations d'agriculteurs, coopératives et conseils sociaux) et les autres agences internationales en vue de promouvoir la prise en mains par le pays et la sensibilisation à tous les niveaux en faveur de la stratégie de développement qui consiste à acheter la nourriture produite par de petits agriculteurs locaux pour les activités d'aide alimentaire.

Collaboration avec le secteur privé – élargir le partenariat établi avec la Fondation Bill et Melinda Gates

14. Lors du dernier exercice biennal, la FAO a reçu 42,8 millions d'USD ne provenant ni d'États, ni d'organisations du système des Nations Unies. Ces fonds proviennent, pour l'essentiel, de banques de développement, d'instituts de recherche, de bailleurs de fonds privés et de fondations, notamment de la Fondation Bill et Melinda Gates, principal bailleur de fonds privé de la FAO.

15. La Fondation a engagé des fonds auprès de l'Organisation afin d'appuyer les décisions encourageant l'investissement en faveur de la croissance agricole et les politiques de réduction de l'insécurité alimentaires, qui doivent s'appuyer sur des statistiques fiables. La Stratégie mondiale d'amélioration des statistiques agricoles et rurales vise justement à renforcer les capacités des pays en développement en la matière. À terme, les décisions prises en matière de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire, d'agriculture durable et de développement rural devraient être davantage fondées sur des éléments factuels, et donc plus adaptées. La FAO a dirigé l'élaboration de la Stratégie et rassemblé elle-même les partenaires afin d'en assurer l'exécution fluide et de contribuer, ainsi, à l'élargissement des partenariats avec le secteur privé dans le combat contre la faim.

16. La Fondation Bill et Melinda Gates affecte des fonds à la FAO, qui agit ensuite en tant qu'administrateur de fonds en transférant l'argent à un vaste réseau d'organismes au moment de la mise en œuvre des activités. Il s'agit d'une preuve directe que la FAO est reconnue comme étant un intermédiaire irréprochable. La FAO alloue les fonds selon les priorités fixées par le Comité directeur mondial, composé d'environ 30 partenaires, et ne demande que 2 pour cent de commission pour ses

services. En parallèle, la FAO apporte aussi une expertise technique dans la mise en œuvre de certains aspects de haut niveau de la Stratégie.

17. C'est la première fois que la FAO adopte cette double approche. En se chargeant à la fois du développement de la Stratégie et de l'aide technique lors de sa mise en œuvre, l'Organisation optimise l'utilisation des ressources et garantit donc que le changement se ressent réellement à l'échelle du pays. L'Éthiopie est un bon exemple de l'action de la FAO dans la modernisation des systèmes statistiques et dans les effets significatifs associés à cette modernisation. On observait souvent d'importants écarts entre les estimations de la production agricole nationale du Ministère éthiopien de l'agriculture et celles de l'Agence nationale de statistique, ce qui rendait difficile, pour les responsables politiques, l'élaboration de politiques agricoles fiables ou l'allocation et la distribution de l'aide alimentaire. La FAO a alors associé le Ministère et l'Agence de statistique dans un projet commun intégrant des technologies nouvelles, la localisation par satellite (GPS) notamment. Aujourd'hui, les estimations convergent et fournissent des données fiables sur lesquelles les politiques agricoles et relatives à la sécurité alimentaire peuvent s'appuyer pour aider l'Éthiopie à maintenir l'impressionnant taux de croissance qu'elle connaît actuellement.

18. La FAO s'est engagée à renforcer l'efficacité de ses partenariats avec le secteur privé dans le combat contre la faim. L'Organisation parachève actuellement une stratégie spécifique au secteur privé, ainsi que des recommandations à suivre pour une coopération renforcée avec ce secteur. Le but est d'encourager des partenariats bénéfiques pour chaque partie et alliant l'expertise et les connaissances de la FAO avec les capacités, la logistique, l'innovation les ressources et le savoir-faire du secteur privé dans le combat commun contre la pauvreté et la malnutrition, tout en préservant la neutralité de la FAO.

Société civile – faire entendre la voix des personnes pauvres et vulnérables dans le débat international relatif aux politiques de développement

19. Aucune organisation ne peut gagner seule le combat contre la faim et la malnutrition. Les différentes parties prenantes doivent unir leurs forces. C'est pourquoi le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), réformé en 2009, attache une grande importance à la participation des organisations de la société civile (OSC), qui représentent toutes les personnes directement touchées par la faim et la malnutrition. Le Secrétariat du CSA a demandé au Bureau de la communication et des partenariats de la FAO (OCP) une assistance dans l'élaboration et la coordination d'un Fonds fiduciaire multidonateurs afin de garantir la participation de la société civile, appliquant ainsi deux principes directeurs du CSA : intégration et liens forts avec le terrain.

20. Le Fonds fiduciaire multidonateurs répond à la demande des participants et des OSC des pays, qui souhaitent voir les OSC participer aux réunions du CSA réformé. Le Fonds fournit des ressources financières au Mécanisme international de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Mécanisme veille à ce que les OSC les moins dotées puissent faire entendre leur voix et participer aux discussions internationales sur la sécurité alimentaire. Le Fonds favorise également les mécanismes consultatifs nationaux et régionaux parmi les OSC. Cela permet, plus que jamais, d'intégrer aux débats techniques les points de vue et les positions d'autant de parties prenantes que possible, aux niveaux central, régional et national, sur les thèmes de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et de la nutrition.

21. En 2011, le Fonds a réuni un total de 470 000 USD fournis par l'Espagne, l'Italie, la Norvège et le Royaume-Uni. Ces Fonds ont été transférés au Mécanisme de la société civile par l'intermédiaire de différentes ONG, parmi lesquelles COAG, Plataforma Rural, OXFAM et le Centro Internazionale Crocevia. En 2012, le Fonds a reçu de l'Union européenne une dotation de 1,4 million d'USD, et le Brésil devrait fournir une enveloppe de 220 000 USD.